

Unité départementale de l'Eure  
12 rue de Melleville  
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le  
17/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **NUFARM SA**

USINE NOTRE DAME DE LA GARENNE  
27600 Gaillon

Références :

Code AIOT : 0005800370

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. L'inspection a été annoncée le 09/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NUFARM SA
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse,
  - la formulation,
  - et le conditionnement,
- d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511). Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires). Le BREF principal associé aux activités du site est la BREF OFC « Produits de chimie organique fine ».

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention de pollution accidentelle dans l'eau
- contrôle des poteaux incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entretien et surveillance du réseau chimique aérien	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.2.3 pp	/	Sans objet
2	Entretien et surveillance du bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.2.3 pp	/	Sans objet
5	Risque de pollution du réseau des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.1 pp	/	Sans objet
7	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.7.2 pp	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 5.1.1	/	Sans objet
4	Matériels/ Consommables en cas de pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.6.1.2 pp	/	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est rendu le 17 janvier 2023 sur le site NUFARM de Gaillon sur la thématique de la prévention de pollution accidentelle dans l'eau.

Il ressort de la visite qu'une organisation plus solide, passant par une amélioration du système qualité, soit nécessaire.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Entretien et surveillance du réseau chimique aérien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.2.3 pp
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure périodiquement et a minima tous les 2 ans par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p>
<p><b>Constats :</b> Un contrôle du réseau chimique aérien est intégré dans la base « Gaillon Actions » (logiciel interne de suivi de la maintenance) mais aussi dans le plan de maintenance (via l'ERP « Oracle » pour les contrôles préventifs). L'inspection relève que le réseau chimique aérien doit effectivement être contrôlé tous les 2 ans par le service technique. L'inspection a consulté les rapports relatifs aux derniers contrôles réalisés sur le réseau chimique aérien: - le rapport INEXCO de contrôle visuel externe (17/08/21) - le rapport INEXCO de mesure d'épaisseur (17/08/21) - le rapport INEXCO de recherche de corrosion par radiographie (17/08/21) L'exploitant précise que suite à ces contrôles un coude du réseau chimique aérien doit faire l'objet d'un remplacement. → L'exploitant doit justifier sous 15 jours que le remplacement d'un coude du réseau chimique aérien est effectivement programmé.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection relève l'existence d'une procédure « chapeau » pour la gestion des équipements : « Gestion des installations des équipements critiques ». Toutefois, celle-ci ne détaille les différents types de vérifications ou contrôles et périodicités associées pour chaque équipement critique. Ce détail des vérifications/contrôles n'apparaît pas non plus clairement dans les outils de gestion du site : « Gaillon Actions » ou « Oracle ». → L'exploitant doit s'assurer que le détail des différents types de vérifications ou contrôles et périodicités associées apparaisse dans une procédure. Pour rappel, l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précise que : « L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers....) ».</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Entretien et surveillance du bassin de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.2.3 pp
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du bassin de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure périodiquement et a minima tous les 2 ans par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant prévoit un nettoyage et curage du bassin de rétention tous les ans. Le bassin de confinement du site est composé de 2 sous-bassins de rétention : L'un de 560 m<sup>3</sup> (dite cuvette eau incendie n°ST001) qui peut être complété par un second de 230 m<sup>3</sup> (dite cuvette eau incendie Sud). L'inspection a consulté le rapport de surveillance INEXCO n°RES-22-241-001 du 22/06/22 : - pour la cuvette n°ST001, - pour la cuvette eau incendie Sud. Il ressort des contrôles que des travaux de génie civil sont à réaliser au plus tard courant l'été 2023.</p> <p>→ L'exploitant doit justifier sous 15 jours que les travaux de génie civil à réaliser au niveau du bassin de confinement sont effectivement programmés.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection relève l'existence d'une procédure « chapeau » pour la gestion des équipements : « Gestion des installations des équipements critiques ». Toutefois, celle-ci ne détaille les différents types de vérifications ou contrôles et périodicités associées pour chaque équipement critique. Ce détail des vérifications/contrôles n'apparaît pas non plus clairement dans les outils de gestion du site : « Gaillon Actions » ou « Oracle ».</p> <p>→ L'exploitant doit s'assurer que le détail des différents types de vérifications ou contrôles et périodicités associées apparaisse dans une procédure.</p> <p>Pour rappel, l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précise que : « L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers....) ».</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.</p>
<p><b>Constats :</b> En 2021, l'inspection avait constaté une mauvaise gestion des emballages souillés (déchets dangereux) puisque un nombre important avait été retrouvé autour du bassin de rétention et le long du chemin rural n°13 (hors des zones de stockage). La non-conformité constatée alors avait fait l'objet d'une mise en demeure qui avait été levée la même année.</p> <p>Lors de la visite de 2023, l'inspection a souhaité faire le point avec l'exploitant quant à l'organisation mise en place par l'exploitant afin d'assurer une bonne gestion des déchets de son site, notamment des emballages souillés : Un technicien du service HSE est chargé de la gestion des déchets du site. Tous les déchets sont enregistrés et suivis dans une cartographie des déchets. L'équipe est également composée d'un cariste qui effectue la préparation et le chargement des camions ou des citernes de déchets 8 mois dans l'année (durant la période de forte production). Le jour de la visite, l'inspection a consulté la cartographie des déchets précitée. Elle se présente sous la forme d'un tableau.</p> <p>L'inspection s'est intéressée à la gestion des emballages souillés : La cartographie des déchets indique qu'ils sont globalement stockés dans la zone de stockage POB et parfois en PGC ou PGD.</p>
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite, l'exploitant a proposé de définir une zone qui serait dédiée à la préparation des emballages souillés avant évacuation. A noter que la majorité des emballages souillés sont conditionnés en big-bags (sous cages) ou en fûts. → L'exploitant doit s'assurer que les emballages souillés soient toujours stockés dans une zone dédiée et qu'une zone de préparation de ces dits-emballages avant évacuation soit clairement définie. En tout état de cause, aucun emballage souillé ne doit se trouver en dehors de zones de stockage de produits conditionnés. La gestion des déchets du site doit faire objet d'une organisation claire détaillée dans une procédure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Matériels/Consommables en cas de pollution accidentelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.6.1.2 pp
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Disposition du matériel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.
<b>Constats :</b> Une liste du matériel de première intervention en cas de pollution accidentelle a été définie par l'exploitant. Elle comprend notamment une pelle, une pelle à neige, une raclette, un balai de cantonnier, un fût de 200 litres, 2 sacs d'absorbant. La présence effective de ce matériel a été vérifiée par l'inspection dans les zones de première intervention située à proximité de l'atelier C00 et de l'atelier C02.
<b>Observations :</b> Une liste du matériel à disposition est apposée dans la zone de première intervention située à proximité de l'atelier C00. Ce n'est pas le cas pour celle située à proximité de l'atelier C02. → Il conviendrait que l'exploitant s'assure que cette liste soit à disposition à proximité du matériel de première intervention du C02.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Risque de pollution du réseau des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.1 pp
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les effluents pollués provenant des ateliers de fabrication et dirigés vers la station d'épuration.</li> </ul> <p>Ce réseau est appelé « Égout chimique »,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les effluents non pollués provenant des ateliers de fabrication (eaux de refroidissement ne faisant pas l'objet d'un traitement chimique particulier) et les effluents collectés sur les aires étanches (eaux pluviales non polluées ou susceptibles de l'être en cas d'accident),</li> <li>• les effluents de type effluents sanitaires.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les effluents pollués, il existe un réseau chimique aérien (provenant de l'atelier C00 et bâtiment A04) ainsi qu'un réseau chimique enterré.</p> <p>En 2021, l'inspection avait identifié la présence d'une grille avaloirs du réseau EP (eaux pluviales) directement sous les canalisations du réseau chimique aérien.</p> <p>L'inspection avait alors interrogé l'exploitant quant au risque de pollution du réseau des eaux pluviales, en cas de fuite sur le réseau chimique aérien.</p> <p>L'exploitant a répondu que les tuyauteries du réseau chimique aérien ne sont en charge que lors des phases de vidanges réalisées sous surveillance systématique des personnels de production.</p> <p>Par ailleurs, une sonde UV et COTmètre situés en amont du point de rejet vers la Seine permettent de détecter toute fuite et de fermer automatiquement la vanne vers le fleuve (vanne V-1).</p> <p>L'inspection relève que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les points sensibles* le long du réseau chimique aérien n'ont pas été identifiés par l'exploitant.</li> </ul> <p>* : grilles avaloirs du réseau EP à proximité immédiate du réseau chimique aérien.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la conduite à tenir en cas de fuite sur le réseau chimique aérien (pour le personnel de production en charge de la surveillance des phases de vidange du réseau chimique aérien) n'a pas été définie par l'exploitant ;</li> </ul> <p>Lors des échanges, il a été évoqué la possible utilisation d'obturateurs en caoutchouc.</p> <p>→ L'exploitant doit identifier les points sensibles le long du réseau chimique aérien et définir de la conduite à tenir en cas de fuite du réseau chimique aérien.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs....),</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2021, l'inspection avait constaté la présence de 2 tuyauteries n'apparaissant pas sur le plan des réseaux. Ces 2 tuyauteries permettent l'acheminement (à l'aide d'une pompe de relevage) des eaux pluviales de l'aire PGE (aire extérieure de stockage de petits contenants) vers l'égout pluvial ou vers l'égout chimique (si eaux polluées).</p> <p>L'inspection a pu constater que l'exploitant a mis à jour son plan des réseaux du site : Le réseau pluvial apparaît à présent sur le plan de masse ainsi que la pompe de relevage.</p>
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite de 2021, l'inspection avait constaté la présence de ce qui pouvait être un puits non identifié à proximité de l'aire PGE. Il ressort qu'après vérification par l'exploitant ce n'est finalement qu'une cuve en béton sise dans le sol. Celle-ci, non condamnée, se remplit d'eau de pluie.</p> <p>→ L'exploitant doit boucher et condamner la cuve en béton (non utilisée), située à proximité de l'aire PGE.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.7.2 pp
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Ce réseau comprend au moins :            – [...],            – 17 poteaux incendie munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.            [...]            Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<p><b>Constats :</b>            Suite à la visite, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des poteaux incendie du site (rapport d'intervention CHUBB du 22 septembre 2022 pour une intervention du 20 septembre).            A la lecture de ce rapport, l'inspection constate que :            - seuls 16 poteaux incendie ont été contrôlés sur les 17 poteaux incendie (absence du n°10),            - le poteau incendie n°12 (situé à proximité du fumoir) est identifié comme non conforme avec un état général mauvais.            L'inspection a d'ailleurs constaté le jour de la visite que le poteau incendie fuyait.            L'exploitant a transmis par mail du 26 janvier 2023 le rapport d'intervention CHUBB qui n'indique rien. Il n'est pas possible de savoir si le poteau incendie a été réparé et s'il est conforme.            - le poteau incendie n°6 (situé au niveau du M03) est identifié comme non conforme avec un débit de 33 m³/h. La manœuvrabilité de la vanne de barrage mauvaise et une manœuvrabilité de la vanne d'ouverture difficile.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les rapports de contrôle des poteaux incendie étaient lus par le technicien de sécurité afin d'identifier les poteaux incendie nécessitant des travaux.            -&gt; L'exploitant justifiera sous 15 jours que les poteaux incendie n°6, n°10 et n°12 sont effectivement conformes.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant doit mettre en place une organisation interne solide permettant de s'assurer :            - qu'aucun poteau incendie n'ait été oublié lors des contrôles périodiques,            - qu'immédiatement suite aux contrôles des poteaux incendie :            * des actions correctives soient mises en œuvre afin d'en lever les non-conformités,            * les travaux de maintenance à réaliser soient engagés (en cas de manœuvrabilité difficile ou mauvaise, par exemple).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet